

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(17 février 1962 — 17 mai 1963)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS: TRENTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NATIONS UNIES



New York, 1963

techniques résultant de la coordination des plans nationaux dans le contexte de l'intégration économique.

16 mai 1963.

228 (X). Entreprise privée et développement économique

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Tenant compte du fait que, dans la plupart des pays d'Amérique latine, l'effort d'investissement repose en grande partie sur le secteur privé,

Considérant que la réalisation des plans de développement préparés par de nombreux pays de la région dépend dans une large mesure de la participation active du secteur privé,

Considérant qu'une proportion inconnue des fonds privés de certains pays latino-américains est investie chaque année à l'extérieur,

Prie le secrétariat de faire, compte tenu des conditions qui règnent en Amérique latine, les études nécessaires pour trouver des formules qui permettraient d'encourager l'initiative et l'entreprise privées à participer de façon plus dynamique au développement économique et social de l'Amérique latine, et en particulier des formules propres à :

a) Favoriser le développement de l'esprit d'entreprise dans le secteur privé en Amérique latine, en harmonie avec les objectifs sociaux du développement et de l'intégration régionale;

b) Stimuler l'association de la technique et des capitaux privés étrangers et de la technique et des capitaux privés nationaux dans des entreprises communes;

c) Offrir des encouragements aux investisseurs latino-américains pour que leurs capitaux restent dans la région et puissent être utilisés localement;

d) Améliorer et élargir le marché des capitaux dans chacun des pays d'Amérique latine, et étudier la possibilité de créer un marché régional des capitaux;

e) Faciliter les échanges de vues entre les organismes de planification et les organisations représentant les employeurs, les employés, les ouvriers et les autres secteurs sociaux.

16 mai 1963.

229 (X). Répartition du revenu

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Reconnaissant que la lenteur de l'accroissement du revenu et la répartition inégale de ce dernier tiennent à des facteurs structurels qui rendent difficile le plein emploi de la capacité productive et empêchent l'accumulation plus rapide du capital nécessaire pour augmenter le produit et le revenu et pour assurer un relèvement notable des niveaux de vie,

Reconnaissant qu'il faut agir sur ces facteurs structurels pour favoriser le progrès économique et social et assurer une répartition plus équilibrée du revenu,

Reconnaissant que l'accélération de la formation de capital doit être essentiellement le résultat d'un effort interne et qu'en fait, une redistribution du revenu dans les pays d'Amérique latine peut constituer pour eux une source supplémentaire d'épargne productive de notable importance, laquelle peut être complétée, dans le cadre général d'une politique de développement, par la coopération financière et technique internationale,

Considérant que les diverses formes de politique économique offrent différents moyens d'influer sur la répartition du revenu et qu'il faut connaître les répercussions des méthodes employées pour être en mesure de formuler une politique d'ensemble véritablement intégrée,

Considérant qu'il est indispensable de disposer des renseignements nécessaires pour pouvoir analyser, dans les plans de développement, les possibilités d'augmenter la formation de capital, et pour pouvoir fixer les objectifs économiques et sociaux qui permettent de réaliser le plus rapidement le développement avec le maximum d'équité,

1. *Prend acte avec satisfaction* des documents présentés par le secrétariat, intitulés « Hacia una dinámica del desarrollo latinoamericano » (E/CN.12/680), « El desarrollo económico de América Latina en la postguerra » (E/CN.12/659 et Add.1) et « El desarrollo social de América Latina en la postguerra » (E/CN.12/660);

2. *Recommande* aux gouvernements d'entreprendre des études sur la répartition du revenu — selon son importance — entre les individus et les familles, les groupes sociaux et les zones géographiques de leurs pays respectifs, et d'analyser les facteurs structurels qui influent sur cette répartition;

3. *Recommande* au secrétariat de poursuivre les recherches sur la répartition du revenu dans les différents pays, sur leur demande, de faire des études sur les méthodes et techniques d'analyse les plus indiquées dans ce domaine d'activité, et d'examiner les moyens les plus efficaces d'adapter les différents programmes sociaux à une politique propre à accélérer l'accroissement du revenu et à modifier sa répartition de manière à favoriser la réalisation du développement économique lui-même et une plus grande justice sociale.

16 mai 1963.

230 (X). Programmation du développement social

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Rappelant sa résolution 189 (IX) sur les problèmes sociaux de l'Amérique latine,

Prenant note des grands efforts déployés par le secrétariat en ce qui concerne l'étude de ces problèmes ainsi que des exigences sociales du développement économique,

Considérant que ces études ne sont encore que les premières étapes vers une bonne compréhension de

toutes les exigences sociales qui sont fondamentales pour la planification intégrale du développement, ainsi que des mesures à prendre d'urgence pour élever le niveau de vie des pays d'Amérique latine,

Prie le secrétariat, agissant en coopération avec l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, la Direction des affaires sociales de l'Organisation des Nations Unies et les organisations intéressées :

a) De réunir pour 1964 un groupe de travail composé de spécialistes des questions de planification sociale et, en prévision de cette réunion, de poursuivre les études déjà entreprises sur les méthodes de la planification sociale, en accordant une attention particulière à la nécessité d'établir les critères indispensables pour fixer les buts et les priorités de façon à les intégrer efficacement dans un plan d'ensemble des divers secteurs sociaux, dans le cadre de la planification générale, et en tenant dûment compte du cadre généralement accepté des composantes et des indicateurs du niveau de vie;

b) D'effectuer de nouvelles études sur la structure sociale des pays d'Amérique latine, en s'attachant à tous les aspects qui freinent l'accélération du développement économique;

c) De poursuivre les enquêtes relatives à la répartition géographique de la population et aux causes caractéristiques et aux effets des divers mouvements et groupements de population, tant urbains que ruraux, dans le cadre du processus de développement économique, en insistant tout particulièrement sur :

i) Les causes et les effets des grandes concentrations urbaines;

ii) La recherche des méthodes les plus appropriées pour renforcer les économies régionales, qui favorisent le développement de centres de population, et des formules propres à faciliter l'intégration rapide, au processus économique, des populations marginales;

d) De maintenir, dans l'exécution de cette tâche, la coordination la plus étroite possible avec l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, qui sera créé à Genève au début de 1964.

16 mai 1963.

231 (X). Planification de l'enseignement et développement économique et social

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné la note du secrétariat sur les problèmes du développement social (E/CN.12/661), qui contient un chapitre important sur la planification de l'enseignement, et d'autres documents où sont mentionnés les aspects humains du développement économique,

Considérant que, dans l'action menée pour favoriser et assurer le développement économique et social accéléré de l'Amérique latine, l'enseignement à tous les niveaux et sous toutes ses formes est appelé à jouer un rôle dont l'importance a été mise en relief à la dixième session,

Considérant qu'il est indispensable que le développement des systèmes d'enseignement de la région soit réalisé selon un processus de planification qui permette d'adapter, dans un esprit dynamique, la structure et l'efficacité de ces systèmes aux exigences de l'accroissement démographique et aux besoins du développement en ressources humaines,

Considérant que, pour être efficace, cette planification exige des mécanismes appropriés, dûment coordonnés avec ceux de la planification générale du développement, un personnel qualifié, le perfectionnement constant des techniques de planification et la coordination des plans d'enseignement avec les plans économiques et ceux des autres secteurs sociaux,

1. *Note avec satisfaction* la rapidité et la force avec lesquelles, depuis la deuxième Réunion interaméricaine des ministres de l'éducation tenue à Lima en 1956, les concepts et la pratique de la planification de l'enseignement se sont développés et perfectionnés en Amérique latine et dans d'autres régions, et constate avec gratitude l'action des gouvernements et la coopération des organismes internationaux, notamment l'UNESCO, dans ce domaine;

2. *Souligne* l'importance que revêt l'action conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et de la Commission pour l'intégration de la planification de l'enseignement et de la planification économique, ainsi qu'en témoignent notamment la Conférence sur l'éducation et le développement économique et social en Amérique latine, tenue à Santiago du Chili en mars 1962, et la participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux activités d'assistance en faveur des Etats membres de la Commission;

3. *Accueille avec satisfaction* la création par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Institut latino-américain de planification économique et sociale d'une section spéciale de planification de l'enseignement qui fera partie intégrante de l'Institut et sera chargée de former du personnel et d'effectuer des études afin d'assurer que la planification de l'enseignement se fasse dans le cadre de la planification d'ensemble du développement;

4. *Reconnaît spécialement* la valeur de la contribution que les organismes financiers internationaux et régionaux apportent au développement de l'enseignement, dans le cadre de leurs programmes de crédit et d'aide aux fins du développement des pays latino-américains;

5. *Recommande* aux gouvernements d'intensifier l'application des principes et des techniques de la planification de l'enseignement à la formulation et à l'exécution de la politique en matière d'enseignement, en tant que moyen de traduire dans les faits de droit des peuples latino-américains à l'instruction, afin de constituer les ressources humaines indispensables au développement et d'augmenter l'efficacité des services d'enseignement existants;

6. *Recommande* aux organismes internationaux et régionaux compétents d'intensifier leur action coordonnée pour coopérer avec les gouvernements qui en font la demande aux diverses étapes du processus de planifi-